

Déclaration liminaire pour le CT du 22 novembre 2012

Les élus de la CGT se réjouissent de la tenue de ce comité technique, après deux reports successifs.

Nous avons choisi de participer à ce comité technique, car il nous semble essentiel de pouvoir poser nos questions et faire valoir nos revendications dans un cadre formel, ceci alors que le dernier CT s'est tenu au mois de juillet, il y a plus de 4 mois.

Vous le savez, la CGT, comme l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la DISI, appelle les agents à se mettre en grève le 27 novembre prochain. Les suppressions d'emplois rendent les conditions de vie de nos collègues de plus en plus difficiles. Les situations de détresse se multiplient. L'accueil des usagers se dégrade d'année en année : suppressions des implantations dans le milieu rural, allongement des files d'attente dans les centres urbains, accueil téléphonique inaccessible dans la plupart des cas, ... Pour les DISI, 153 suppressions d'emplois sont prévues, portant toutes sur la catégorie C. Ce ne sont pas les 13 emplois de cadres A et les 25 de cadres B qui compenseront ces suppressions d'emplois.

A cette situation, s'ajoute la perte continue de pouvoir d'achat de nos collègues : le pouvoir d'achat du point d'indice a baissé de 13 % depuis janvier 2000.

C'est dans ce contexte que le gouvernement est revenu sur le plan de qualification signé par le gouvernement précédent, obérant encore plus les possibilités de promotions de nos collègues.

Par ailleurs, de nombreuses revendications de nos collègues restent en suspens : retraite pour tous à 60 ans, abrogation de la journée de carence et de la journée dite de solidarité notamment.

Dans les services informatiques, la constitution des DISI a été génératrice de malaise chez une grande part de nos collègues. L'enquête que nous avons menée dans la DISI Ouest ne fait que confirmer ce que nous craignons pour ce qui concerne nos services.

Le montant de la baisse du budget informatique pour 2013 ne nous est pas connu, mais tout porte à croire qu'elle sera très conséquente. Nous ne pouvons que nourrir des inquiétudes fortes pour l'exercice de nos missions.

Les agents de la DGFIP ne sont pas des pigeons mais eux aussi aimeraient être entendus de nos dirigeants.

Par ailleurs, on souhaiterait avoir un badge ne serait-ce que pour pouvoir accès au local syndical.